

## **Aéroport du Grand Ouest : la politique de la chaise vide n'est ni acceptable ni cohérente.**

Suite aux recommandations de la Commission du dialogue mises en œuvre par l'Etat et les collectivités partenaires, la Direction Générale de l'Aviation Civile a présenté, ce jeudi 12 septembre, la méthodologie d'examen des scénarios proposés par les opposants pour le réaménagement du site de Nantes Atlantique.

Cette analyse, comme demandé par les opposants et conformément aux instructions du Ministre des Transports, porte sur l'évaluation des coûts du réaménagement de l'aérogare et du stationnement, en prenant en compte des hypothèses de trafic à 5, à 7 puis à 9 millions de passagers, avec les plans d'exposition au bruit correspondants.

Avec sa volonté constante d'un dialogue apaisé et constructif, le Gouvernement a jugé utile de mettre en place ce groupe de travail pour partager les données certifiées des services techniques compétents sur des hypothèses qui avaient déjà été portées à la connaissance de la Commission du dialogue et qui avait conclu que « le réaménagement de Nantes Atlantique n'apparaît pas comme une solution valable à long terme ».

Jacques Auxiette pointe les incohérences des opposants. En effet, certains avaient boycotté la Commission du Dialogue, pour finalement s'approprier une partie de ses recommandations, et ensuite suspendre leur participation au groupe de travail en conditionnant leur retour à des rencontres avec les ministres des Transports et de l'Ecologie. Il regrette vivement que « *les opposants aient décidé de ne pas assister à cette réunion dont l'objet était précisément d'examiner point par point leurs hypothèses. Ces revirements incessants sont inacceptables et démontrent l'absence de toute volonté réelle de concertation. Leur seul objectif est de retarder le projet* ».

« *A l'inverse, les représentants des citoyens favorables à la construction de l'aéroport du Grand Ouest ainsi que les collectivités partenaires étaient au rendez-vous montrant ainsi leur volonté constante, dans le respect des institutions de l'Etat et de la démocratie, de faire avancer de manière transparente et constructive ce projet essentiel pour l'avenir des habitants du Grand Ouest* » rappelle Jacques Auxiette et de conclure : « *La politique de la chaise vide n'est ni acceptable, ni cohérente, ni respectueuse de l'Etat de droit et du dialogue républicain. De notre côté, nous participerons aux prochaines étapes d'amélioration du dossier pour permettre l'engagement des travaux dans les meilleurs délais* ».

Par ailleurs, Jacques Auxiette dénonce « *avec la plus grande fermeté les actes de vandalisme constatés récemment sur des outils de mesures de l'eau - les « piézomètres » - installés pour répondre précisément aux recommandations du collège d'experts scientifiques et de la Commission du Dialogue. Cette nouvelle dégradation démontre une fois encore les méthodes radicales des opposants* ».